

Éthiopie : un conflit qui risque d’embraser la région

mercredi 9 décembre 2020, par [International Crisis Group](#) (Date de rédaction antérieure : 27 novembre 2020).

Une catastrophe humanitaire pourrait bientôt se dérouler à Mekelle, la capitale de la région éthiopienne du Tigray. Suite à l’expiration d’un ultimatum fédéral de 72 heures exigeant que le gouvernement de Tigray se rende ou soit confronté à une attaque, le Premier ministre Abiy Ahmed a annoncé qu’il avait autorisé l’armée éthiopienne à lancer un assaut contre la ville. Le coût d’un affrontement entre deux forces lourdement armées dans une métropole d’environ 500 000 habitants pourrait être stupéfiant. Mais il n’est pas trop tard pour éviter davantage de morts de civils, ni pour éviter une confrontation sanglante qui pourrait infliger des dommages durables au pays. Suivant l’exemple de l’Union africaine, les États-Unis,

Les civils du Tigray ont payé un lourd tribut depuis le début du conflit le 4 novembre. Plus de 40 000 réfugiés ont fui des villes de l’ouest du Tigré comme Humera et Dansha vers l’est du Soudan, certains devant traverser des rivières à la nage pour se mettre en sécurité. [Selon les Nations Unies](#), au moins 600 000 personnes au Tigray dépendaient de l’aide alimentaire avant le conflit et n’ont pas reçu leurs rations ce mois-ci. Le carburant et les autres produits essentiels sont également à court de carburant à Mekelle. Des milliers de personnes sont mortes dans les combats, dont de nombreux civils ainsi que des forces de sécurité. L’interdiction des communications et le blocus de l’accès aérien et routier à la région depuis l’Éthiopie affectent la réponse humanitaire. Les forces fédérales et les troupes soudanaises sont [signalées](#) avoir fermé la principale ligne d’approvisionnement externe de Tigray à travers l’est du Soudan.

Toutes les parties auraient commis des atrocités. Un [rapport préliminaire de la](#) Commission éthiopienne des droits de l’homme a accusé la milice tigréenne d’avoir tué des centaines de civils pour la plupart amhara dans la ville de Maykadra, dans l’ouest du Tigré, le 9 novembre. Les réfugiés tigréens dans les camps ont [signalé des](#) atrocités commises par des milices amhara qui combattaient aux côtés de l’armée fédérale, y compris dans cette même ville.

Les responsables fédéraux à Addis-Abeba affirment qu’ils agissent pour mettre au pas les dirigeants rebelles tigréens qu’ils accusent de saper la stabilité à travers l’Éthiopie depuis qu’ils ont été évincés du pouvoir au niveau national en 2018. Ils soutiennent que le Front de libération du peuple tigré (TPLF), Le parti au pouvoir du Tigray, a commencé la guerre en tuant des dizaines de soldats lors d’une attaque contre une base militaire fédérale le 4 novembre, et [l’objectif des dirigeants tigréens](#) est de s’assurer qu’ils jouissent de l’immunité pour les « méfaits passés et présents » et continuent d’exercer un contrôle loin dans excédent du soutien limité du TPLF à l’échelle nationale. Ils caractérisent le conflit comme une « opération de maintien de l’ordre » qui, selon eux, se terminera rapidement.

Addis-Abeba a l’intention d’obtenir une victoire militaire et [rejette](#) l’idée de négociations, affirmant que les dirigeants de Tigray ne peuvent pas être autorisés à s’en tirer en attaquant l’armée nationale et en violant la constitution, ce qui, selon lui, s’est produit lorsque Tigray a organisé des élections

régionales en septembre au mépris. des décisions fédérales. Les responsables d'Addis-Abeba [soutiennent](#) que permettre au TPLF de s'en tirer avec ses actions créerait un précédent déstabilisateur qui encouragerait de futurs actes de rébellion. Ils affirment qu'un dialogue récompenserait les actions illégales du TPLF, dont ils qualifient désormais la direction de «
junte » ou de « [clique](#) », pour les attentats du 4 novembre, qu'ils [qualifient d'« acte de trahison »](#). Le 27 novembre, Abiy a rencontré trois envoyés nommés par le président de l'UA, Cyril Ramaphosa, et leur a [dit](#) qu'il ne s'engagerait pas dans des pourparlers avec le TPLF. Il a déclaré qu'un dialogue avec le parti au pouvoir de Tigray «
nourrirait une culture d'impunité avec un coût dévastateur pour la survie du pays ».

Bien que l'administration Abiy ait des griefs sérieux et légitimes contre les dirigeants de Tigray, ceux-ci ne peuvent justifier une ligne de conduite qui comporte d'énormes risques politiques et humanitaires. Une attaque contre Mekelle qui ne laisserait pas suffisamment de temps aux civils pour quitter la ville ou, dans le cas où ils ne partiraient pas, ne ferait pas de discrimination entre eux et les combattants, constituerait une violation flagrante du droit international et porterait gravement préjudice à la communauté internationale réputation. Le bain de sang qui s'ensuivrait aggraverait l'inimitié entre ceux qui s'affronteraient et risquerait d'aliéner de nouvelles franges de la population civile du Tigray. Des officiers tigréens, des fonctionnaires et d'autres personnes auraient fait l'objet d'un profilage ethnique en dehors de Tigray,

Étant donné ce qu'une offensive militaire d'Addis-Abeba - même une offensive réussie selon ses propres conditions - impliquerait et ce qu'elle provoquerait, toutes les parties devraient accepter un accord pour suspendre les hostilités. Président de l'UA Ramaphosa, qui a toujours appelé à des pourparlers, devrait faire appel au Premier ministre Abiy pour qu'il abandonne ou du moins prolonge l'ultimatum lancé par son gouvernement. Les chances d'un accord négocié pour mettre fin aux combats, sans parler de parvenir à une solution à plus long terme à un conflit constitutionnel amer, s'évanouissent rapidement, étant donné la détermination d'Addis-Abeba à assurer le contrôle de la ville et à traduire les dirigeants du TPLF en justice. Bien qu'il ait récemment appelé à des pourparlers, le TPLF a également soulevé ses propres obstacles au dialogue avant le conflit en déclarant le gouvernement fédéral illégitime. Les partenaires de l'Éthiopie, des dirigeants régionaux à l'UA en passant par l'UE et les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, ne doivent pas abandonner en faisant remarquer au gouvernement d'Abiy que les problèmes de l'Éthiopie doivent en fin de compte être résolus politiquement, par des pourparlers, et non par la force.

Le besoin le plus urgent est maintenant de sauver des vies. Entrer dans une métropole fortement peuplée avec de l'artillerie et de la puissance aérienne, comme un porte-parole militaire éthiopien a [averti que](#) les forces fédérales le feraient sous peu, entraînerait un bilan énorme et intolérable pour les civils et porterait gravement atteinte à la réputation internationale de l'Éthiopie, à un moment où les voix préoccupantes de nombreux pays les partenaires grandissent. Addis-Abeba devrait accepter de suspendre les hostilités et, qu'une offensive soit lancée ou non, toutes les parties devraient [respecter strictement le droit international](#), ce qui signifie faire tout ce qui est possible pour éviter ou minimiser les pertes de vies civiles et s'abstenir d'utiliser des civils comme boucliers humains. Parallèlement aux efforts visant à éviter une crise humanitaire, les partenaires de l'Éthiopie devraient continuer à faire passer le message que la réponse aux profondes failles politiques du pays ne viendra pas sur le champ de bataille.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

International Crisis Group, 27 novembre 2020

<http://alter.quebec/ethiopie/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)